

Mohammed Boubouh : “Nous voulons la révision des règles d’origine avec l’EU !”

08/11/2021 - 14:59



Entretien avec Mohammed Boubouh, Président de l’AMITH

L’Amith vient d’exposer ses trois priorités au ministre. Sur le volet renforcement de la présence des marques marocaines sur le marché national et international, de quoi est-il question ? Voulez-vous, par exemple, dupliquer le modèle de sourcing local Marjane/AMITH ?

Exactement. C’est un bon modèle d’affaire à développer avec d’autres grandes et moyennes surfaces (GMS). Pour nos importations de textile marché local, nous avons demandé au ministre une facilitation des procédures douanières.

Est-ce à dire que les produits des opérateurs de textile marocains font face à des tracasseries douanières ?

Non ! Il n’existe pas de tracasseries. Seulement, on voudrait que lorsque des marques marocaines importent un tissu pour le marché local, on n’ait pas à passer automatiquement par le laboratoire de contrôle des matières

importées. De toutes les façons, la marque est déclarée, une fois que la production est sur le marché, on peut toujours la contrôler.

Quelles sont les autres doléances adressées au ministre ?

Nous nous sommes concentrés sur d'autres sujets, notamment la révision des règles d'origine avec l'Union Européenne. Nous trouvons injuste ce que fait l'UE, aujourd'hui, avec nous. En effet, un tissu asiatique, acheté par une entreprise turque, arrive sur le territoire européen sans payer de droits de douane, alors que le Maroc est taxé à 12,5%. Cette taxe doit diminuer. Au cas où l'UE persiste dans sa logique, nous voulons, au moins, que ne soit pas taxée la valeur ajoutée marocaine, c'est-à-dire la confection marocaine. L'autre sujet prioritaire pour nous, c'est les assurances crédit. Aujourd'hui, toutes les marques sont en difficulté financière.

Or, plusieurs entreprises marocaines, travaillant avec des entreprises étrangères, notamment françaises, restent parfois avec des ardoises de plus du million d'euros. Plusieurs entreprises se retrouvent dans cette situation. Le dernier sujet, prioritaire pour nous, est l'encouragement de l'amont textile. Quelles sont les mesures que le ministère de l'Industrie pourrait mettre en place pour encourager l'amont textile ? Et nous avons demandé, surtout, un produit spécifique pour faire face à la facture énergétique. Parce que c'est un domaine plutôt énergivore.

Modeste Kouamé / Les Inspirations ÉCO